

Non, l'antiracisme politique n'est pas « racialisiste » !

« En dehors du fait que l'émergence d'un antiracisme politique constitue une menace pour la stabilité des rapports raciaux au sein du gauchisme, cette émergence a aussi fait de ce sujet une thématique politique incontournable. Il faut donc s'y positionner le plus rapidement possible, quitte à donner la parole à n'importe qui, quitte à ce qu'il dise n'importe quoi, et d'ailleurs tant mieux : plus c'est polémique et plus ça buzze.

On a donc pu voir une partie des milieux libertaires se mettre à discuter le plus sérieusement du monde des racialisateurs, sur la base de textes écrits par des personnes parfaitement ignorantes du sujet, au mépris de tout le travail déjà réalisé par des personnes concernées et des antiracistes sérieux.

On surfe ainsi sur l'effet de mode pour produire du bavardage dans lequel on ne dit rien parce que le but n'est pas d'élaborer une méthode, ni même de produire un contenu, mais d'occuper une place. »

Blog « Mignon chaton », article « Pour en finir avec le terme « racialisateur » ».

INTRODUCTION :

Si pendant près de dix ans, l'extrême-gauche, les anarchistes et les autonomes ont évolué en parallèle du développement de l'antiracisme politique, nous observons que des cultures politiques différentes se sont rencontrées récemment dans le cadre de la dénonciation de l'état d'urgence et de l'islamophobie, et que les convergences sont maintenant fréquentes dans la lutte contre les crimes policiers.

Le succès de la marche du 19 mars — qui, selon les organisateurs, a rassemblé plus de 20 000 manifestants contre le racisme et les violences policières malgré le silence des médias dominants — est l'un des signes du rapprochement entre différentes réalités militantes, et de la prise en compte croissante du racisme d'État par ceux qui ne le subissent pas directement. Le contenu de l'appel a participé à cette convergence. En effet, celui-ci mentionnait les crimes policiers, les rafles de migrants, la prise pour cible des musulmans dans le cadre de l'état d'urgence, la persécution par la police des noirs, des arabes et des roms, mais aussi la répression du mouvement contre la loi travail et les attaques contre ceux qui soutiennent la ZAD, ce qui fut interprété par beaucoup d'entre nous comme une main tendue.

C'est en parallèle de ces rapprochements, et probablement en réaction, qu'une poignée de militants a mis en place une campagne de dénigrement de l'antiracisme politique, sur fond de négation du racisme structurel. Ainsi, nous avons pu, ces derniers mois, voir circuler à Rennes un pamphlet intitulé *La race comme si vous y étiez !* signé des « amis de Juliette et du Printemps ». La cible de cet ouvrage n'est autre que l'antiracisme politique, ici renommé « racialisiste ». Aussi surprenant que cela puisse paraître, la thèse centrale de l'ouvrage consiste à affirmer que l'antiracisme serait « racialisiste » quand il ne se limite pas à l'affirmation que « les races n'existent pas » mais qu'il prend en compte les effets du racisme, la racialisation des rapports sociaux et les différentes assignations qui en découlent.

Si le Parti des Indigènes de la République (PIR) et Houria Bouteldja, sa porte-parole, sont les principales cibles du livre, ses rédacteurs ne cachent pas leur opposition à tous ceux qui « considèrent qu'ils n'ont rien à voir avec le PIR mais s'appliquent à en utiliser les catégories et la novlangue » (page 216). Comme le disent eux-mêmes les rédacteurs de *La race comme si vous y étiez*, « au delà des outrances de l'égérie du PIR, c'est bien aussi à l'ensemble de ces milieux qui lui servent de près ou de loin de caisse de résonance que ce livre entend s'opposer » (pages 218-219), le principal reproche fait à « ces milieux » étant la reprise du concept de « race » pour penser les rapports sociaux liés au racisme structurel et au continuum colonial en France.

Dans la même dynamique, dans le contexte de l'appel à la marche du 19 mars pour la justice et la dignité, une publication de 4 pages intitulée « Contre le racisme, contre l'État, sa police et sa justice » fut diffusée à Rennes dans un rassemblement de soutien à cette manifestation, et utilisée à l'université Rennes 2 pour recouvrir les affiches de la marche pour la justice et la dignité. Si le titre de ce texte proclame la nécessité de lutter « contre le racisme », nous observons que le seul propos de ses auteurs, qui signent « Communistes tant qu'il le faudra, pour la fédération des comités "la vérité ?! : la justice nique sa mère" » consiste en un dénigrement des collectifs « Vérité et Justice », et de l'antiracisme politique. Selon ces quelques militants, que l'on a connus mieux inspirés à une époque pas si lointaine, l'antiracisme politique serait à combattre, puisqu'il serait « racialisiste » d'analyser les rapports sociaux liés au racisme. Par ailleurs, pour ces personnes que nous avons considéré comme des camarades de lutte, toute prise en compte de l'expérience du racisme dans la constitution des subjectivités devrait être dénoncée comme « ethno-différentialiste ».

Si beaucoup de personnes investies dans les luttes à Rennes, dont nous, ont jusqu'alors opté pour un silence méprisant à propos de ces campagnes de dénigrement qui masquent mal une ignorance réelle de ce que sont les rapports sociaux liés au racisme, le caractère de plus en plus public de ces discours nous pousse à exposer le plus précisément possible les ressorts argumentatifs utilisés par ceux se définissant comme « antiracistes » ou « antiracialisateurs », en espérant mettre un point final à leurs élucubrations.

Si les discussions stratégiques ou les débats relatifs à telle ou telle position d'un collectif antiraciste sont légitimes, nous verrons, en relisant les écrits et en analysant les arguments développés par les pourfendeurs de l'antiracisme, que la lutte contre un soi-disant « racialisisme » découle d'une sous-estimation des effets du racisme et du colonialisme. Aussi, nous verrons en quoi la diabolisation de l'antiracisme politique et la référence à une vision fantasmée du marxisme (réduit à la seule lutte de classe, laquelle serait menée par une classe ouvrière qui risquerait d'être « divisée » pour peu qu'on en souligne l'hétérogénéité) masque mal une absence d'analyse de stratégie.

I – S’OPPOSER AU CONCEPT DE « RACE » ET IGNORER LE CARACTÈRE STRUCTUREL DU RACISME.

Dans *La race comme si vous y étiez !*, le principal argument contre l’antiracisme politique, présent en de multiples endroits de l’ouvrage, est qu’une majorité des militants qui s’en réclament utilisent le mot « race », ce qui reviendrait à valider le racisme. L’usage du mot « race » en sciences sociales ou dans un contexte militant est notamment disqualifié, selon les « amis de Juliette et du Printemps » qui ont commis cet ouvrage, par le fait que les races n’existent pas en biologie (pages 8-9), avant que l’on nous explique que la seule « racialisation concrète » est l’existence des races animales (page 9).

Ainsi, les « racistes » seraient « ceux qui reconnaissent l’existence des races ou qui font la promotion de leur usage conceptuel », cette définition permettant d’affirmer que les antiracistes utilisant le mot « race » pour dénoncer des discriminations sont en réalité « précisément les agents du racisme » (page 11). Ainsi, les « amis de Juliette et du Printemps » affirment sans rire que « les racistes d’extrême-gauche (...) sont plus bien plus proches des idéologies racistes stricto sensu, de Gobineau à Hitler, que le raciste du coin qui “n’aime pas les bougnoules qui profitent des allocations familiales et les youpins qui gouvernent la finance mondiale” mais qui ne fait pas pour autant de la théorie des races un axe conceptuel, une grille de lecture ou un “prisme” ».

Ce développement mérite qu’on s’y attarde, car ce que ne semblent pas comprendre ici les « amis de Juliette et du printemps », en amalgamant racistes et antiracistes, voire en considérant que les personnes utilisant les mots « bougnoules » et « youpins » seraient moins racistes que celles qui utilisent le mot « race » dans leur dénonciation des inégalités, est que le racisme est un ensemble de rapports sociaux, et n’est pas réductible à l’usage d’un mot ni même à un ensemble de préjugés. Par exemple, nous pouvons remarquer que le discours associant les juifs à « la finance mondiale » a connu son essor lors des pogroms européens du début du XX^{ème} siècle, puis au cours du génocide nazi, quand ceux associant les noirs et les arabes à la paresse et à la fraude aux allocations se sont développés dans un contexte de chômage de masse, de contrôle social et de discriminations dans l’accès au travail salarié. Une personne mentionnant des rapports sociaux de race pour penser la lutte contre les inégalités peut donc être antiraciste, alors que ceux qui propageaient le mythe des juifs banquiers et manipulateurs étaient coresponsables de la persécution qui a mené à leur extermination.

Les « amis de Juliette et du printemps » réduisent, selon les endroits du livre, le racisme aux discours, aux préjugés, voire à l’usage du mot « race », avant d’affirmer que « quand le racisme devient autre chose que des propos de comptoir » il ne serait qu’« une idéologie » (page 10), et non un ensemble d’assignations et de rapports de pouvoir. Pourtant, il ne suffit pas de déclarer « la race n’existe pas » pour faire disparaître les hiérarchies sociales liées aux rapports sociaux de race. C’est pourquoi, en sciences sociales comme dans l’antiracisme politique, le terme « race » est utilisé pour désigner les rapports sociaux liés au racisme et à la manière dont le pouvoir répartit des positions en discriminant, que ce soit dans les lycées lors des choix d’orientations,

lors des entretiens d’embauche, dans l’accès au logement, ou dans le rapport à la ville avec notamment les contrôles au faciès.

L’analyse de ces processus est ignorée dans *La race comme si vous y étiez !*, et le discours portant sur les rapports sociaux de race est considéré comme « importé de la plus mauvaise sociologie américaine » dans la publication de 4 pages distribuée récemment. Ainsi, si les diatribes contre l’antiracisme sont le plus souvent couplées à une dénonciation du mot « race », les discriminations et le racisme d’État ne sont jamais analysés. Pourtant, nous devons rappeler que si le mot « race » a été supprimé de la constitution, le fait que François Hollande affirme que « dans la République, il n’y a pas de place pour la race » n’a pas fait disparaître le racisme d’État.

En réalité, le seul effet du procès d’intention lié à l’usage du mot « race » est de diaboliser ceux qui nomment des catégories sociales et des rapports de pouvoir pour penser les luttes en vue d’une émancipation. Comme l’expliquait récemment Norman Ajari, philosophe spécialiste de Frantz Fanon et membre du Parti des Indigènes de la République, dans l’émission *Paroles d’honneur* : « Une erreur dans laquelle tombent très souvent bon nombre de militants qui peuvent se prétendre antiracistes, c’est qu’ils pensent que la priorité ce n’est pas de combattre le racisme, mais de combattre la race. Or, combattre la race dans les circonstances de politique décoloniale dont nous parlons, c’est avant tout combattre les racisés. L’important n’est pas de lutter contre des catégories, mais de lutter contre des systèmes de pouvoir, des systèmes d’oppression, et le nom de ces systèmes de pouvoir et d’oppression ce n’est pas la race. C’est le racisme. »

En outre, amalgamer au racialisme — théorie développée au XIX^{ème} siècle pour légitimer la domination coloniale, affirmant que l’humanité était divisée en races biologiques inégales, — l’usage contemporain et politique du mot « race » dans l’antiracisme relève de l’escroquerie intellectuelle. Comme l’écrivait le rédacteur du blog Mignon chaton dans l’article intitulé « Utiliser le mot race ? », considérer que l’usage de termes comme « race », « racialisation » ou « personnes racisées » valide le racisme « est donc à peu près aussi absurde que si on affirmait que parler de prolétariat pour critiquer l’exploitation reviendrait en fait à contribuer idéologiquement au capitalisme en acceptant de nous reconnaître comme des prolétaires. Ou encore qu’il ne faudrait pas utiliser le mot racisme parce que ce terme contient le mot race, donc valide le racisme. Il ne s’agit pas d’une question de mot mais d’analyse à laquelle ce mot renvoie et dans le contexte de laquelle il est employé. Pour lutter contre notre situation nous avons besoin de la nommer et de l’analyser parce que les catégories qui nous assignent sont déjà existantes. Nous ne choisissons pas de nous identifier à notre catégorie sociale, celle-ci s’impose à nous, de façon d’ailleurs assez violente, se reconnaître comme racisé ce n’est pas proclamer fièrement une identité, c’est simplement reconnaître que nous sommes la cible d’un dispositif d’assignation sociale spécifique, dispositif socialement construit que nous cherchons à analyser et contre lequel nous voulons lutter. »

Enfin, si nous n’avons rien contre le fait que des militants choisissent un autre mot que « race » pour désigner les catégories créées par le racisme, nous considérons qu’avoir pour seul argument contre le racisme la non-validité scientifique de la division de l’espèce humaine en races biologiques relève de

l'aveuglement éthique, et du peu de cas fait à la lutte pour la construction de l'égalité sociale. Dans l'émission *Paroles d'honneur* précédemment mentionnée, Tristan Garcia, philosophe et écrivain, expliquait que sa conscience de l'existence des rapports sociaux liés au racisme le poussait à accepter un usage stratégique de la catégorie « race », tout en considérant comme important de rappeler que la « race » est en soi une « *catégorie fautive* ». Norman Ajari lui répondait que l'antiracisme ne doit être ni scientifique ni moral, mais lié à l'éthique et à la construction de l'égalité : « *Certes, la race est une catégorie infondée par nature mais prendre ça pour point de départ me pose toujours problème. Non pas parce que je penserais qu'elle est au contraire fondée, mais parce que je pense que c'est un mauvais préalable à la lutte. Quelqu'un comme Shlomo Sand nous a beaucoup parlé de la manière dont, en Israël, certains chercheurs essaient de refonder cette catégorie, essaient de recréer un racisme biologique pour des raisons que, j'imagine, on n'a pas besoin d'aller chercher loin pour comprendre... Le risque existe qu'un jour, ces catégories de races soient refondées. (...) Je pense que nous avons besoin d'un antiracisme qui tiendra le coup le jour où, peut-être, tel chercheur, raciste évidemment, mais peut-être de bonne foi, reconstruira des catégories de races qui pourront être admises par la communauté scientifique. Quand bien même ces catégories seraient, au bout du compte, vraies, est-ce que, éthiquement, notre antiracisme pourra tenir ou bien est-ce que, d'un seul coup, le racisme sera légitimé parce que la science a prouvé que les catégories étaient vraies ? Je pense que nous avons besoin d'un antiracisme qui peut tenir ce choc-là.* »

II – NIER L'EXISTENCE DE RAPPORTS SOCIAUX LIÉS AU RACISME POUR DIABOLISER CEUX QUI S'ORGANISENT EN CONSÉQUENCE.

Si le refus de l'usage du mot « race » est le plus souvent uniquement argumenté par le fait que sa simple prononciation relèverait du racisme, ceux qui refusent l'usage de ce terme montrent pourtant, de manière assez fréquente, leur refus de prendre en compte les effets du racisme institutionnel et structurel. Ainsi, dans « *Contre le racisme, contre l'État, sa police et sa justice* », publication de quatre pages distribuées à Rennes contre l'appel à la marche du 19 mars, il est affirmé que « *n'en déplaise aux tenants de l'ethno-différencialisme politique, de Patrick Buisson à Houria Bouteldja, la grande révolte de novembre 2005 n'était ni "décoloniale" ni "raciale"* ». Si nous notons là aussi la supercherie consistant à reprendre un terme élaboré par l'extrême-droite (l'ethno-différencialisme étant un concept théorisé par la Nouvelle droite pour justifier son racisme) pour amalgamer racistes et militants de l'antiracisme politique, nous souhaitons surtout nous attarder sur l'affirmation selon laquelle « *la grande révolte de novembre 2005 n'était ni "décoloniale" ni "raciale"* ».

Nous nous demandons en effet ce qui permet aux rédacteurs de ce texte d'affirmer que la question raciale (c'est-à-dire les races sociales produites par les différences de traitement dans une société raciste) n'est pas l'une des origines d'une révolte menée par des personnes majoritairement aux prises avec le racisme de la société française, révolte déclenchée par la mort de deux jeunes qui tentaient de fuir un contrôle au faciès. Pour les auteurs de ce texte, il ne faudrait pas considérer qu'avoir la peau blanche ou noire puisse conduire à des expériences différentes vis-à-vis de la police,

puisque la police s'en prendrait indistinctement à tous « *ceux qui doivent rester de la chair à usine moderne* ». Pourtant, pour peu qu'on s'intéresse un minimum à la parole des émeutiers de 2005, nous sommes obligés de constater que certains d'entre eux établissent un lien direct entre leur expérience du racisme et le fait de s'en prendre aux institutions qui en ont été les vectrices.

Ainsi, dans le livre « *Quand les banlieues brûlent* » coordonné par les sociologues Véronique Le Goaziou et Laurent Mucchielli, et plus précisément dans le chapitre intitulé « *Les émeutes de novembre 2005 : les raisons de la colère* », un des émeutiers de 2005 s'exprime en ces termes : « *Franchement dans les émeutes y avait de tout. Il y avait les mecs qui avaient la rage contre les keufs, d'autres qui avaient la rage contre l'école parce qu'ils ont plus d'école, d'autres parce qu'ils ont pas de taf, d'autres pour s'affirmer dans le quartier. Tous les mecs qui avaient une rage contre quelque chose ils ont profité des émeutes pour tout niquer.. Mais la majorité des mecs, c'est la haine contre les keufs parce qu'ils se la racontent beaucoup, y en a plein ils sont racistes et ils nous traitent comme de la merde.* »

Il serait bien sûr prétentieux, pour ne pas dire grotesque, de prétendre pouvoir lister les causes objectives du déclenchement d'une révolte. De plus, nous savons que dans des banlieues majoritairement blanches (notamment à Lille et Saint-Étienne) les jeunes arrêtés par la police pendant les émeutes avaient majoritairement la peau blanche. Cependant, plusieurs des témoignages recopiés dans cet ouvrage nous donnent des exemples concrets de la manière dont l'expérience du racisme peut structurer une subjectivité. En voici un autre : « *Moi aussi, j'ai participé aux émeutes et j'en suis fier, c'était pour tout retourner et enculer les keufs, ces sales bâtards qui se la racontent trop. Je suis dégoûté parce que je voulais aussi qu'on brûle ce lycée de merde avec ces profs racistes. Je te jure, je mitonne pas, si j'ai réussi à avoir mon bac c'est pas grâce à ces chiens de profs. (...) Maintenant, je sais très bien que personne ne va me croire quand je dis que certains profs sont racistes. Mais moi, je sais de quoi je parle. Je l'ai vécu en direct.* »

À la fin du dépliant de 4 pages, figure un tract distribué en 1984 et retrouvé par les Archives Get away, dont on tente de nous convaincre qu'« *il met en avant quelques évidences contradictoires avec les banales constructions actuelles, "comme si on traitait de la même façon un beur bourge qu'un beur prol, comme si un bourge français et un prolo français avaient les mêmes droits"* ». Accuser le mouvement structuré autour de la lutte politique contre le racisme de ne pas comprendre qu'il y a une différence entre les « *bourges* » et les « *prols* » est évidemment une manipulation, expliquée, par exemple, par Houria Bouteldja dans un entretien avec le magazine Jeune Afrique : « *Pour nous la question raciale est sociale. Ceux qui meurent des violences policières, ce sont des enfants de prolo. Les filles qui sont exclues de l'école parce qu'elles portent le voile, ce sont des filles de prolo. À gauche, ils voudraient qu'on utilise leurs mots, "lutte des classes", "capitalisme". Mais quand on lutte contre les discriminations raciales, cela veut dire qu'on lutte contre le chômage, la pauvreté, les violences policières. On ne milite pas pour les femmes saoudiennes qui viennent faire leurs courses sur les Champs Élysées !* »

Se croyant obligés de nier les inégalités raciales pour parler des rapports de classe, les rédacteurs de *La race comme si vous y étiez !* ironisent aussi sur le constat selon lequel « *à niveau social*

équivalent, il vaut toujours mieux être blanc », en croyant y opposer ce qu'ils considèrent comme « plus sûr », à savoir qu' « à taux de mélanine équivalent, il vaut mieux être riche » (page 148), sans comprendre que seuls ceux qui décident de bannir l'antiracisme de leurs références considèrent ces deux affirmations comme contradictoires. La manière dont les « amis de Juliette et du Printemps » balaient d'un revers de main la mention du racisme est ici explicitement en lien avec l'injonction à choisir entre la référence à la classe sociale et la prise en compte du racisme.

À l'inverse, Omar Slaouti, porte parole du collectif 19 mars, explique en quoi il est possible de penser ces différentes questions de manière concomitante. Voici ce qu'il explique dans une interview donnée au site Contretemps une semaine avant la marche : « Les rapports de domination, d'exploitation, de violence, de race et de classe sont à la fois imbriqués et même liés dans une co-construction dynamique. Il y a là une consubstantialité vivante, quasi organique. » Il illustre son propos d'un exemple : « L'élève devant le lycée Bergson qui se fait sauvagement violenter par leur police républicaine est victime à la fois de la couleur noire de sa peau et de son engagement contre la loi Travail. Mais il est perçu et construit d'autant plus noir qu'il manifeste contre la loi travail, et il manifeste d'autant plus contre cette loi de précarisation qu'il est noir. Il serait vain de figer la situation en s'interrogeant sur l'emplacement du curseur de la violence des coups portés entre l'oppression raciale et l'oppression de classe. »

Le fait que le racisme peut par exemple aggraver la précarisation d'individus ou de groupes sociaux rend évidemment caduque l'affirmation contenue dans les 4 pages, selon laquelle le racisme servirait uniquement à « séparer, humilier, atomiser ceux qui pourraient se retrouver dans un commun refus de la situation qui leur est faite. » En effet, le racisme ne cache pas aux gens qu'ils vivent la même chose, mais leur fait vivre des choses différentes, de la même manière que le patronat ne fait pas croire aux travailleurs qu'ils sont concurrents, mais les met réellement en concurrence. Encore plus absurde est le fait de considérer que reprocher à la gauche de ne pas prendre suffisamment en compte les situations spécifiques des personnes issues de l'immigration serait un « travail minutieux de séparation des exploités entre eux » (*La race comme si vous y étiez !*, page 85), exploités dont on suppose qu'ils étaient parfaitement unis avant l'émergence d'un antiracisme politique. Cet argument n'est pas sans rapport avec ce que doivent entendre les membres de groupes féministes qui, parce qu'elles mettent en lumière la surexploitation des femmes ou dénoncent le fait que la figure du travailleur invoquée dans les discours politiques est le plus souvent masculine, se voient souvent reprocher de « diviser la lutte ».

En outre, il est difficile d'ignorer que les séparations opérées par le racisme sont présentes dans l'histoire des luttes. Ainsi, entre 1982 et 1984, lorsque plusieurs grèves d'Ouvriers Spécialisés éclatèrent dans le secteur de l'automobile, celles-ci ne furent que très partiellement soutenues par la CGT, et les grévistes furent physiquement attaqués par des ouvriers français organisés dans un syndicat patronal, au cri de « Les Arabes dans le four, les Noirs dans la Seine ! ». Si nous ne pouvons infirmer qu'il existe, comme cela est affirmé dans la publication de 4 pages, un lien entre les mouvements lycéens précédant la révolte de novembre 2005 et

cette vague d'émeute, puis entre ces émeutes et les manifestations contre le CPE, nous nous rappelons aussi de l'attitude du service d'ordre de l'UNEF empêchant des « jeunes de banlieue » majoritairement noirs et arabes de rejoindre la manifestation, rassurant par la même une partie des lycéens et étudiants des centre villes présents dans les cortèges.

Ces exemples ne signifient pas que la convergence dans les luttes n'est pas souhaitable, ni qu'elle serait impossible. Cependant, cette convergence n'est pas atteignable en niant les différences de situations, et encore moins en diabolisant les personnes qui subissent le racisme et s'organisent contre le pouvoir. Comme cela est expliqué dans l'article « L'antiracisme idéaliste » du Blog Mignon chaton : « Il faut bien comprendre que le prolétariat n'a pas été créé en bloc à un moment X originel, puis divisé artificiellement à un second moment Y par un faux discours dont il suffirait de dévoiler la fausseté pour que le prolétariat renoue avec son essence unitaire. Le critère vrai/faux qui opposerait le racisme à la solidarité de classe repose sur une conception idéaliste du social : pour un prolétaire blanc, le racisme offre de réels avantages à courts termes, comme toute attitude égoïste, parce que l'on ne fait pas croire aux prolétaires qu'ils sont en concurrence sur le marché du travail, ils le sont réellement. La division du prolétariat est une division réelle, une réalité empirique, qu'on n'abolit pas, et qu'on ne dépasse pas, en lui opposant une essence qui existerait ou ne sait où, dans un ciel des idées. On peut, à la limite, tenter de produire cette unité dans la lutte, mais cette lutte ne fera pas l'économie de la mise en jeu d'un certain nombre de contradictions internes à ce que l'on appelle le prolétariat. »

Cette nécessaire prise en compte des différences de situation est l'exact contraire de ce qui est proposé par ceux qui tirent à boulets rouges sur l'antiracisme. Dans le tract daté de 1984 qu'il serait urgent de faire connaître, l'effet du racisme sur les pratiques policières est tout bonnement nié, au nom du fait qu'une balle de revolver fait le même effet à chaque personne la recevant. Doit-on aussi, en suivant la même logique, considérer que les violences conjugales n'ont pas de rapport avec le patriarcat car des coups peuvent blesser des hommes comme des femmes ? Ou encore tenter de démontrer l'absence de lien entre la classe sociale et le fait d'être SDF car le corps d'un patron comme celui d'un chômeur peut ressentir le froid ? Encore une fois, il s'agit ici d'amalgamer le social et le biologique, pour nier l'influence du racisme dans les rapports sociaux, sans bien sûr expliquer pourquoi les personnes subissant les tirs de la police sont très majoritairement noires ou arabes.

Puisqu'ils refusent de prendre en compte les effets du racisme dans les discours qu'ils portent sur les rapports sociaux et d'analyser les luttes en fonction de l'existence de ces rapports de pouvoir, les rédacteurs de *La race comme si vous y étiez !* préfèrent ironiser longuement, sur « ces histoires de discriminations raciales et de quartiers populaires » (page 79) et sur le « dragon racisme d'État » face aux « chevaliers servants de l'antiracisme » soutenant des « blanchefleurs racisées » (page 80). Les rédacteurs affirment aussi qu'il ne faudrait pas parler de « privilège blanc », ni d'une lutte pour abolir les inégalités entre « blancs » et « non blancs » car « ... « cela n'a strictement rien à voir avec la vie de personne. » Puis de préciser : « Cela ne se vérifie aucunement sous nos latitudes et si ce phénomène existe à quelques endroits (et cela sera toujours trop) nous n'avons pas

la prétention de pouvoir dérouler des analyses à ce sujet dans le cadre de cet ouvrage. » (pages 65-66). Ce passage est éclairant quant au fait que le but n'est pas de comprendre le racisme ni de penser l'antiracisme, mais simplement de s'en prendre à une tendance politique émergente que l'on considère comme concurrente.

De plus, si les rédacteurs de *La race comme si vous étiez !* nient le racisme français, nous constatons quelques pages plus loin qu'ils tentent de se dédouaner de leur méconnaissance des phénomènes racistes, en se cachant derrière le fait que « la domination et le racisme n'ont aucune couleur exclusive » (page 68). Cet argument est à peu près aussi stupide que celui qui suppose que « le pouvoir n'a pas de sexe », sous prétexte que des femmes ont pu avoir accès au pouvoir politique ou économique. Cela nous fait penser à ceux qui citent Margaret Thatcher pour dire que les femmes peuvent être aussi dures que des hommes, comme si son pouvoir avait eu quelconque influence sur le sexisme. En outre, insistons sur le fait que la domination n'existe pas intrinsèquement, qu'elle est un rapport structurel, socialement situé. Comme le rappellent les militants de l'antiracisme politique, en opposition aux tenants d'un antiracisme moral, le racisme n'est pas une question d'attitude, mais une question de pouvoir, et c'est donc bien le caractère structurel du phénomène qui est souligné dans les analyses de la domination raciale. C'est pourquoi nous sommes consternés par le relativisme lorsque dans les 4 pages distribuées à Rennes, nous lisons qu'il ne faudrait pas opposer « racistes "blancs" contre "non-blancs" (comme si la couleur de peau était en soi un critère d'appartenance politique) ». Non seulement, nous pouvons faire ici le pari audacieux que le fait d'être noir va peut-être jouer sur le fait de ne pas être négrophobe, mais aussi affirmer, au-delà de l'évidence, que la couleur de la peau a de fortes chances d'exercer une influence sur la manière dont on vit le racisme, et par là, sur les manières dont on s'opposera ou non au pouvoir. Nous rappelons par ailleurs que les blancs ne sont, à aucun endroit du monde, persécutés pour la couleur de leurs peaux.

Nier la dimension structurelle du racisme permet finalement aux « amis de Juliette et du printemps » de ne se pencher que sur un seul racisme, celui ... des arabes envers les noirs et les roms. Aussi étonnant que cela puisse paraître, le seul endroit où nous constatons une reconnaissance de l'existence de rapports de sociaux de race est lorsque nous lisons qu'au « PIR, apparemment, les "Noirs" sont soumis aux "Arabes", ces derniers trônent en haut de l'échelle, reproduisant ainsi des hiérarchies anciennes des temps du prophète ou de la traite négrière, tandis que les "Roms", eux, n'existent pas. » (page 50) Finalement, ceux qui refusent de voir la race finissent quand même par voir des hiérarchies raciales... chez les autres. L'écran de fumée qui consiste à montrer du doigt le racisme supposé d'autrui pour relativiser ou nier le racisme structurel est aussi connu et usé que celui qui consiste à parler du sexisme supposé des « jeunes de banlieue » pour nier l'existence du sexisme dans les autres espaces sociaux. Outre le fait que rien n'étaye la thèse d'une quelconque hiérarchie raciale au sein du PIR, il faut de nouveau expliquer que le racisme prend corps dans des rapports de pouvoir, dans des contextes donnés. Rappelons donc que le racisme structurel en France est celui qui discrimine ceux considérés comme non-blancs, dans la continuité des rapports coloniaux.

Rappelons aussi que les récentes manifestations ciblant les noirs au Maghreb ont non seulement été dénoncées par des militants décoloniaux, mais analysées comme une résultante de la colonisation occidentale qui a catégorisé et hiérarchisé, pour construire les divisions sur lesquelles s'appuyait le pouvoir. Par conséquent, cela ne peut en aucun cas constituer un argument pour nier ou minimiser le racisme structurel en France. De la même manière, le fait qu'en Birmanie des bouddhistes massacrèrent des musulmans ne contredit pas le fait que les bouddhistes sont persécutés au Tibet par le pouvoir chinois. À contextes différents, situations différentes. Et puisque reviennent ici les arguments classiques de la traite négrière par les arabes et de la négrophobie « des temps du Prophète », sans nous lancer dans un cours d'Histoire dont les « amis de Juliette et du printemps » auraient pourtant visiblement besoin, rappelons tout de même que si des arabes ont effectivement réduit des noirs en esclavage, les historiens s'accordent sur le fait que cette traite n'a jamais eu la dimension industrielle de la traite occidentale, ni été justifiée par des théories « scientifiques » sur l'inégalité raciale. Pour ce qui est des « hiérarchies anciennes des temps du Prophète » (visiblement, il n'est nul besoin de préciser lequel, le sous-entendu suffit), s'il s'agit de rappeler que la société arabe du septième siècle était féroce et inégalitaire, cela ne fait aucun doute. Cependant, il nous semble difficile de voir en quoi le fait qu'à différentes époques les pouvoirs politiques ont hiérarchisé les populations pour gouverner remettrait en cause l'analyse décoloniale de la situation contemporaine. Par ailleurs, s'il s'agit de désigner ici l'Islam comme responsable des hiérarchies sociales, du septième au vingt-et-unième siècle, l'argument relève de l'amalgame le plus grossier. Cet intérêt soudain pour le racisme des arabes envers les noirs semble finalement avoir pour seul but de désigner les personnes subissant le racisme comme les principales coupables, tout en s'innocentant soi-même.

Cette volonté de nier par tous les moyens l'existence d'un racisme structurel en France semble avoir un seul but : délégitimer l'antiracisme politique et autonome, dont la publication des analyses dans des maisons d'édition ou sur des sites internet relèverait d'une « hégémonie politico-mafieuse » (page 225). L'auto-organisation prônée par plusieurs courants est ainsi disqualifiée, les rédacteurs ironisant à propos de « la sacralité de la parole (et éventuellement de la connerie) des "premiers concernés" », puis font mine de s'interroger : « nous nous demandons bien qui pourra parler au nom des sourds muets » (page 80) ... Nier le fait que ceux qui luttent à partir de leurs expériences du racisme s'opposent à des pouvoirs racistes permet aussi d'amalgamer toutes les affirmations subjectives et d'opposer, dans un refus de prendre en compte les positions des uns et des autres et les rapports de pouvoir existants, un égal mépris à ceux qui s'organisent « en tant que (et pas en étant) noir, juif, punk, végétarien, skateboarder, homme, pizaiolo, pan-sexuel, etc. ». (page 13).

Toutes les organisations de l'antiracisme politique sont ainsi diabolisées pour le simple fait d'exister. *La voix des Roms*, en plus d'être accusée d'être un faire-valoir du PIR, se voit ainsi reprocher de porter des « intérêts victimaires » (page 21) en luttant contre la romophobie de l'État français. *Paroles non blanches*, expérience antiraciste non-mixte à l'université Paris 8, est qualifiée, dans une rhétorique proche du conspirationnisme, de « tentative d'OPA

bancale sur le mouvement contre la loi *El Khomry* » menée par « quelques étudiants racistes » (page 51). Là aussi, ces procès d'intention ne sont pas sans rappeler l'angoisse de ceux qui, au même moment, disaient qu'il était « sexiste » de faire un comité féministe non-mixte à l'université Rennes 2 pour imposer une autre répartition des tâches et de la parole à l'intérieur du mouvement.

Nous comprenons que, pour les « amis de Juliette et du printemps », toute analyse du racisme ou du colonialisme prenant en compte la structuration raciste du corps social est « raciste ». Ainsi, les membres de l'Union Juive Française pour la Paix sont eux aussi considérés comme « racistes »... car ils luttent en tant que juifs (pages 58-59). Tout aussi absurde, constater que les Palestiniens font face à une politique coloniale et raciste menée par Israël serait une « assignation » « raciste » et prouverait une volonté de « racialisier toute question » (page 165). Nous notons ici qu'il n'est à aucun moment considéré que l'« assignation » puisse être opérée par l'État d'Israël, lequel, en plus d'occuper la Palestine et de mettre en place des *checkpoints*, impose la mention « Arabe » sur les papiers d'identité de ceux d'entre eux qui vivent en Israël, interdit les mariages mixtes, impose l'existence de routes séparées en Cisjordanie pour les Palestiniens et les colons israéliens et interdit aux habitants de la Bande de Gaza d'en sortir.

Dernier exemple : pour nier le fait que les positions occupées face au racisme ont un effet sur les perceptions et les positions dans les luttes, il est, dans *La race comme si vous y étiez !*, affirmé sans honte qu'il serait « raciste » de dire « vos oppresseurs allemands » à des juifs, et qu'il n'y aurait pas de juifs ayant résisté au nazisme « en tant que juifs », mais seulement « en étant juifs », comme si être juif et s'opposer au nazisme relevaient dans tous les cas de la coïncidence fortuite (pages 163-164)... En niant, au nom d'une détestation de l'antiracisme politique, la possibilité de s'organiser à partir d'une expérience du racisme, on va donc jusqu'à affirmer que le fait d'être juif, l'expérience de l'antisémitisme et le génocide en cours n'avaient pas d'influence dans la manière de se positionner vis à vis du nazisme, et ce au mépris de la mémoire des mouvements de résistance qui ont revendiqué leur identité juive... Le ridicule ne tue pas, l'indécence non plus.

III – NIER LES EFFETS DU COLONIALISME POUR TENTER DE DISQUALIFIER TOUTE POLITIQUE DÉCOLONIALE.

Si la négation de la structuration raciste des rapports sociaux est présente au cœur de la prose de ceux qui considèrent l'antiracisme comme « raciste », cette négation a pour corollaire un refus d'analyser l'histoire du colonialisme. Dans *La race comme si vous y étiez !*, il est ainsi reproché à Houria Bouteldja et au Parti des Indigènes de la République de trop s'intéresser à l'histoire de l'Algérie coloniale et de ne pas condamner la politique menée par le FLN après l'indépendance ni les crimes des islamistes algériens (page 133). Au delà des procédés douteux consistant à demander à chaque personne saluant la lutte anticoloniale de « condamner » la politique mise en place par le gouvernement algérien après l'indépendance, et de suspecter chaque personne faisant référence à l'Islam de complaisance avec des crimes commis par des

islamistes, nous notons ici une ignorance du fait que les militants du PIR analysent l'histoire du colonialisme car ils considèrent que des rapports coloniaux sont encore présents dans la politique menée par l'État français. À titre d'exemple, nous pouvons rappeler que la BAC, notamment connue pour ses contrôles au faciès et ses insultes racistes, est à la fois le prolongement de la Brigade nord-africaine, chargée dans les années 1930 de rafler les immigrés pour les fichés, et de la Brigade des Agressions et des Violences, créée en 1953 pour traquer les indépendantistes algériens dans les bidonvilles. En outre, comme cela était déjà expliqué en 2005 dans l'Appel des indigènes de la République : « *La France reste un État colonial ! En Nouvelle Calédonie, Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion, Polynésie règnent répression et mépris du suffrage universel. Les enfants de ces colonies sont, en France, relégués au statut d'immigrés, de Français de seconde zone sans l'intégralité des droits. Dans certaines de ses anciennes colonies, la France continue de mener une politique de domination. Une part énorme des richesses locales est aspirée par l'ancienne métropole et le capital international.* »

Sans avancer un seul argument pour remettre en cause le constat de la persistance de rapports coloniaux, ou simplement tenter d'invalider une analyse de l'influence des guerres coloniales dans l'histoire de la République, les « amis de Juliette et du Printemps » reprochent par exemple à la Maison de la Grève d'avoir rappelé lors d'un séminaire intitulé « *Contre l'état d'urgence, penser l'état du monde* » que le premier vote de l'état d'urgence (en 1954) était lié à la situation en Algérie (page 109). À propos du PIR, on apprend aussi qu'exiger la reconnaissance des crimes du colonialisme par l'État français serait une erreur car... « *nous ne savons pas ce qu'est la France, concrètement* » (page 74). En outre, les personnes qui, comme Houria Bouteldja, considèrent le soutien des porteurs de valise aux militants du FLN comme un exemple d'« *amour révolutionnaire* » se voient reprocher de « *continuer à jouer de la fascination anti-impérialiste, à faire encore miroiter les vieux mirages d'un peuple en lutte derrière quelques combattants courageux.* » (page 125), sans que nous ne comprenions en quoi les Algériens qui se sont opposés en masse au colonialisme ne constituaient pas « *un peuple en lutte* ».

Aussi, les développements sur la cause palestinienne sont éclairants quant au peu d'attention portée par les « amis de Juliette et du Printemps » à la question coloniale. Reprenant la propagande de l'État israélien, il est ainsi écrit dans *La race comme si vous y étiez !* que les accords signés à Camp David entre les pouvoirs israélien et égyptien pour liquider le soutien à la résistance palestinienne avaient permis d'« *entrevoir des perspectives de paix (vite oubliées) dans le conflit israélo-arabe* », les accords étant uniquement « *impopulaires dans les cercles de pouvoir panarabes ou islamistes* » (pages 168-169) et non, par exemple, dans les rues de Palestine ou des camps de réfugiés. De plus, si la deuxième intifada est critiquée car définie comme « *religieuse* », la révolte en cours en Palestine que certains nommes « troisième intifada » est dénoncée comme « *raciale* », et les membres de l'Union Juive Française pour la Paix seraient « *de bons gros antisémites* » (page 30) car ils la soutiennent.

Alors que les Palestiniens qui se révoltent sont décrits comme guidés par un projet « *religieux* » et « *racial* », un seul passage, pour le moins ambigu, concerne le sionisme, mouvement nationaliste qui a colonisé la Palestine, expulsé une partie de ses habitants,

et dont se revendique le gouvernement israélien qui instaure l'apartheid dans les territoires occupés. Si les rédacteurs de *La race comme si vous y étiez!* reconnaissent que « les spécificités du projet sioniste et des migrations qu'il a provoquées sont indéniables, et cela peut à bon droit poser problème à des internationalistes ou à des diasporistes », c'est aussitôt pour se demander, à propos de Houria Bouteldja « quel est le problème pour une nationaliste, admirant le président d'Iran, pro-palestinienne et ne parlant que de l'Algérie ? » (page 159). Sous-entendre qu'être « pro-palestinienne » est un élément disqualifiant et considérer que les Palestiniens ne font pas partie des personnes à qui le mouvement sioniste a pu « poser problème » en dit long sur le type d'« internationalisme » auquel se réfèrent les « amis de Juliette et du Printemps »...

Aussi, nous pouvons lire que les membres du collectif *Juives et Juifs révolutionnaires* sont considérés comme antisémites car, en plus d'avoir défilé à la première marche de la dignité, ils ont scandé « *Derrière le sionisme se cache le capital!* » (page 59). Rappelons que le sionisme, mouvement colonial, est apparu au XIX^{ème} siècle dans le contexte du développement des États-nations et est aujourd'hui soutenu par tous les États occidentaux. S'il n'y a pas, contrairement à ce que disent les antisémites, de « complot sioniste mondial », ni de « France des droits de l'homme effrayée par le lobby juif », il y a au contraire un ensemble d'entreprises, d'institutions et d'États qui tirent profit de la colonisation, de la confiscation des ressources naturelles et des ventes d'armes. En accusant d'antisémitisme ceux qui établissent un lien entre le capitalisme et la colonisation menée par Israël, les « amis de Juliette et du printemps » montrent ici leur peu de cas de l'histoire du colonialisme et de son lien avec le capitalisme.

Cette négation des effets comme des causes du colonialisme est bien sûr en lien avec la négation du racisme colonial ou post-colonial. Dans les deux seules pages du livre portant sur la situation des maghrébins et français d'origine maghrébine, l'existence d'un « *“racisme d'État” systémique* » contre ces derniers est tout bonnement niée, les rédacteurs de l'ouvrage se bornant à affirmer qu'on « *ne les rencontrera pas* » « *dans les boulots payés en deçà des normes* » (page 131) et que « *nombreux sont ceux qui ont déserté les barres HLM* » (page 132). Ces affirmations approximatives masquent mal une volonté d'ignorer que nombre de cités HLM ont été construites pour entasser les travailleurs immigrés et que leurs descendants sont, encore aujourd'hui, souvent aux prises avec une gestion coloniale de ces quartiers. Le comble de l'indécence vient quelques lignes plus loin, quand les seules discriminations que les « amis de Juliette et du Printemps » admettent sont celles vécues par « *la middle-class et la bourgeoisie un peu trop basanée* » qui « *rencontrent plus d'obstacles pour parvenir* », avant d'ajouter, « *mais est-ce vraiment notre problème* » (page 132)...

Si les auteurs de ces textes dénigrant l'antiracisme et nient la structuration raciste des rapports sociaux se disent marxistes, nous constatons qu'ils ne disent absolument rien des rapports de production et qu'ils s'enferment dans une vision homogénéisante et figée des classes sociales. Des analyses marxistes, comme celles publiées sur le blog *Carbure*, ont pourtant pour sujet la subdivision raciste des classes sociales : « *Le rapport de classes en France s'est construit sur l'attribution des travaux les moins qualifiés à une main-d'œuvre issue des anciennes colonies, afin de permettre, dans une*

division du travail qui allait en se complexifiant, la qualification d'une grande partie de la classe ouvrière sans pour autant faire exploser les salaires. Cette division est devenue structurelle, c'est-à-dire “naturelle”. La classe moyenne française s'est elle-même construite sur cette division ethnique du travail, qui arrangeait (presque) tout le monde : c'était les Trente (presque) glorieuses. Avec la restructuration des années 1970-80, le démantèlement des grands centres ouvriers, et le développement des “villes nouvelles”, cette assignation raciale de la partie la plus exploitée du prolétariat s'est redoublée d'une assignation géographique, tandis que le chômage de masse devenait structurel. La classe ouvrière blanche, les ouvriers en “blanc de travail” (ouvriers qualifiés, maîtrise), ont alors progressivement abandonné les cités aux ouvriers racisés et à leurs familles, jusqu'à ce que le travail tel qu'on l'avait connu disparaisse tout à fait. »

La négation du racisme d'État et des divisions qu'il opère au sein des classes populaires en France les conduit à ignorer la sophistication des formes que prend désormais le racisme ; et les manières dont l'antiracisme politique va se structurer en réaction. Ainsi, « les Amis de Juliette et du printemps » considèrent qu'à travers « *les luttes contre la dite “islamophobie” (...) il s'agit de défendre une identité religieuse plutôt que de lutter contre un quelconque racisme* » (page 88) et que cette lutte « *se positionne ainsi dans un horizon absolument réactionnaire et défend les plus conservateurs de l'islam politique* » (page 191). Si l'argumentaire est digne de Caroline Fourest, il se positionne par ailleurs dans la continuité des mythes que la polémiste a contribué à construire.

En effet, l'idée selon laquelle le terme « islamophobie » aurait été créé par des mollahs iraniens pour empêcher toute critique de la religion musulmane a été popularisée par Manuel Valls qui reprenait des propos de Caroline Fourest et Pascal Bruckner. *A contrario* des constructions de ce qu'ils nomment les « *islamophobes de plume* », les sociologues Marwan Mohammed et Abdellali Hajjat, auteurs de l'ouvrage *Islamophobie, comment les élites françaises fabriquent le « problème musulman »* rappellent que s'il existait une « *archive antimusulmane* » dans l'Europe chrétienne du VII^{ème} siècle, le terme « *islamophobie* » apparaît pour la première fois en 1910, dans le contexte colonial, sous la plume « *d'ethnologues - administrateurs* » français. Présentant son ouvrage dans une interview au site Rue 89, Marwan Mohamed explique ainsi que « *ces spécialistes de l'islam ouest-africain ont inventé le terme pour dénoncer une frange de l'administration coloniale qui affiche ouvertement son hostilité à l'encontre des musulmans et de la religion musulmane. Ce qui, selon eux, tend à fragiliser la domination coloniale française.* » Ironiquement, loin d'être le fait « *des plus conservateurs de l'islam politique* », le terme vient donc... des colons français souhaitant maintenir le pouvoir colonial.

De plus, Marwan Mohammed et Abdellali Hajjat montrent que l'islamophobie contemporaine s'affirme en France au début des années 1980 dans le contexte des grèves à PSA en 1982-1983 que Gaston Deferre va dénoncer comme « *des grèves saintes, d'intégristes, de musulmans, de chiites* ». À partir de ce moment, médias et politiques vont construire « *un problème musulman* », basculant ainsi du « *problème de l'immigration* » à celui de l'Islam. Les amateurs d'archives ne sont pas sans ignorer que les années 1980 sont aussi celles qui voient les banlieues lyonnaises s'enflammer contre le racisme des flics, mais aussi celles d'une

première structuration du mouvement antiraciste. Basculer du « problème de l'immigration » au « problème religieux » va ainsi permettre — en réaction à la dénonciation morale du racisme — de créer un « racisme acceptable » pour reprendre les mots de Saïd Bouamama et Pierre Tévanian, et de maintenir, sous un discours différent, la domination sur les sujets post-coloniaux. Comme l'écrivent Marwan Mohammed et Abdellali Hajjat. la surenchère médiatique et politique s'appuie « pour beaucoup sur les grilles de lecture policières, selon lesquelles les pratiques religieuses musulmanes (...) peuvent constituer des indices du "communautarisme" et de la "radicalisation" politique des musulmans. (...) Une pratique religieuse devient, dans le sens commun médiatique, une pratique politique menaçante. »

Les effets de l'islamophobie vont s'accroître après les attentats du 11 septembre 2001, justifiant des mesures spéciales rappelant certaines dispositions prises par le pouvoir colonial en Algérie. La loi de 2004 contre le voile à l'école semble en effet faire cruellement écho aux cérémonies de dévoilement des femmes algériennes dans les années 1930. Dans *L'an V de la révolution algérienne*, Fanon souligne ainsi « que ce voile, élément parmi d'autres de l'ensemble vestimentaire traditionnel algérien va devenir l'enjeu d'une bataille grandiose, à l'occasion de laquelle les forces d'occupation mobiliseront leurs ressources les plus puissantes et les plus diverses et où le colonisé déploiera une force étonnante d'inertie » Dans ce contexte de continuum colonial, rien d'étonnant à ce que l'antiracisme politique en France se saisisse avec virulence de la lutte contre l'islamophobie, puisqu'elle est une des formes les plus visibles et les plus manifestes du racisme d'État.

En outre, dans le contexte français, après les assassinats des dessinateurs de Charlie Hebdo et le massacre des clients de l'HyperCasher, après l'attaque du Bataclan, l'islamophobie ambiante s'est affirmée de manière virulente. Dans le cadre de l'état d'urgence, c'est toute la population considérée comme musulmane qui a été construite en ennemie de l'intérieur. La majorité des perquisitions et arrestations préventives ont concerné des musulmans. Dans ce contexte, affirmer que le PIR donne « un consentement mou aux attentats » (page 71), et ce en dépit de toutes leurs déclarations à ce sujet, c'est s'inscrire entièrement dans la logique islamophobe et guerrière supposant que toute personne qui lutte contre l'islamophobie et dénonce les guerres occidentales au Moyen-orient consent implicitement aux massacres de l'État islamique.

Dans leur logique de dénonciation de la lutte contre l'islamophobie, « les amis de Juliette et du printemps » en arrivent à la considérer comme un « assujettissement à la religion des autres » (page 109-110), comme ils l'écrivent à propos de la Maison de la Grève, dont le tort est d'avoir invité Thomas Deltombe à exposer ses analyses de la construction du phénomène. Il est pourtant difficile de nier, surtout quand on prétend incarner une radicalité opposée à la police et à la justice, que les conséquences de l'état d'urgence se sont principalement faites sentir sur les musulmans, entre assignations à résidence et perquisitions de mosquées... Thomas Deltombe souligne en effet à quel point la construction médiatique d'un « Islam imaginaire » a construit le mythe d'un « ennemi de l'intérieur », qui subit de plein fouet « la lutte contre le terrorisme » et dont la justification médiatique n'est pas sans rappeler l'imagerie antisémite

européenne des XIX^{ème} et XX^{ème} siècle.

Loin de reconnaître les liens évidents qui unissent l'islamophobie contemporaine et l'antisémitisme européen, les rédacteurs de l'opuscule préfèrent affirmer qu'il y a des « bons gros antisémites à l'UJFP [Union Juive Française pour la Paix] » (pages 58-59), à qui ils reprochent de faire ce lien. Pourtant, comme le rappelle Edward Saïd dans *Réflexions sur l'exil*, antisémitisme et islamophobie sont issus de la même archive coloniale : « auparavant les orientalistes européens et chrétiens étaient ceux qui fournissaient à la culture européenne des arguments pour coloniser et supprimer l'Islam, ainsi que pour mépriser les Juifs. » Ironie de l'Histoire, nous constatons aujourd'hui un soutien à la politique coloniale israélienne par une extrême-droite historiquement antisémite, ainsi que l'instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme dans des discours gouvernementaux réduisant le phénomène à « l'antisémitisme des banlieues ».

N'en déplaise aux « amis de Juliette et du printemps », pour qui le « philo-sémitisme » est simplement « le fait de ne pas détester les juifs » (page 154), cette notion, initialement popularisée dans les milieux antiracistes en France par Daniel Bensaid, Rudolf Bkouché et Ivan Segré, désigne l'instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme à des fins racistes. En essentialisant les juifs et en tentant de leur assigner un rôle de défense de l'Occident, le philo-sémitisme est, comme le rappelle l'Union Juive Française pour la Paix, « une forme d'antisémitisme ». Par conséquent, toute prise de position réellement antiraciste doit s'attacher à articuler ensemble luttes contre l'antisémitisme et contre l'islamophobie, au lieu de jouer le jeu du racisme d'État en accusant d'antisémitisme les militants de l'antiracisme politique.

Enfin, le dénigrement par les « amis de Juliette et du Printemps » de l'identité politique décoloniale est une autre preuve de leur ignorance. Les rédacteurs de *La race comme si vous y étiez!* affirment en effet qu'il s'agirait d'« une identité politique anhistorique, décontextualisée, à la prétention millénaire. » (page 124), et que, pour ceux qui s'en réclament, « l'histoire du monde tient en deux dates : 1492 et 1830. Le point de vue "décolonial" – le terme "décolonial" remplace "anticolonialiste", ou même "révolutionnaire" d'ailleurs, et ouvre une identité politique permanente, décontextualisée –, ne voit l'histoire du monde que depuis le prisme de l'histoire des relations franco-algériennes » (page 20). Pourtant, comme l'explique la militante libertaire Irène Pereira sur le site *Grand angle* : « le décolonial n'a guère à voir avec les relations franco-algériennes car il s'agit à la base d'un courant de pensée latino-américain (d'où la référence à 1492). Une autre idée fautive que l'on trouve dans les milieux libertaires, c'est que ces théories seraient postmodernes et s'opposeraient à une approche matérialiste. En ce qui concerne la pensée décoloniale, elle a à l'origine plus à voir avec la théorie de la dépendance et la philosophie de la libération, qui sont des courants latino-américains, qu'avec les théories postmodernes. De même, les origines de la théorie de l'intersectionnalité se trouvent plutôt dans les courants féministes noirs américains que dans le postmodernisme. La réception en France s'est faite en particulier via des réseaux issus du féminisme matérialiste. Une autre simplification que l'on trouve consiste dans une réduction du queer aux approches postmodernes par opposition au matérialisme. Mais une telle conception est nettement contestable dans le queer of color qui a eu impact non négligeable sur le mouvement Black Lives Matter. »

IV – CONSTRUIRE LE PIR COMME ÉPOUVANTAIL ET DIABOLISER L'ANTIRACISME POLITIQUE DANS LE BUT D'EMPÊCHER LES CONVERGENCES.

Si, comme nous l'avons constaté, les rédacteurs de *La race comme si vous y étiez!*, ne disent pas grand chose du racisme, nient son caractère structurel et alignent les invectives contre ceux qui utilisent le mot « race », nous avons dans les trois premières parties de notre développement choisi d'ignorer leur obsession à l'encontre du Parti des Indigènes de la République. Notre priorité était de démontrer que l'enjeu de cet opusculé est moins la critique du discours d'un parti politique que la négation du racisme structurel et la diabolisation de l'antiracisme politique sous toute ses formes. Dans *La race comme si vous y étiez!*, après une première partie rendant compte avec plus ou moins de mauvaise foi d'une soirée de présentation du livre *Les blancs, les Juifs et nous* de Houria Bouteldja dans un bar parisien, et listant nommément les personnes présentes dans un style qui s'apparente au rapport de police, la seconde partie de l'ouvrage attaque tous ceux qui entretiennent des liens avec l'antiracisme politique, ou simplement acceptent d'en débattre.

Dans la majorité des cas, il s'agit bien plus d'étiqueter et de créer des réputations que d'argumenter. Ivan Segré, auteur d'un article critiquant de manière virulente le chapitre « Vous, les Juifs » du livre de Houria Bouteldja, est défini comme un « talmudiste "philosémite" de service » et est attaqué pour son texte « s'inscrivant dans le cadre de la campagne marketing de promotion du brûlot antisémite » (page 113). Malgré sa charge à l'encontre de la porte-parole du PIR, Ivan Segré se voit donc considéré comme une caution à l'antisémitisme que les « amis de Juliette et du Printemps » prêtent à Houria Bouteldja, et ce pour le simple fait qu'il lui « distribue bons et mauvais points » (page 113), c'est à dire qu'il reconnaît une certaine pertinence aux constats du PIR à propos des structures racistes de la France post-coloniale.

Thierry Schaffauser, militant d'Europe-Écologie et du Strass, est quant à lui assigné au rôle de « homo du PIR » par les « amis de Juliette et du Printemps », qui lui reprochent d'avoir écrit une tribune de soutien aux Indigènes de la République sur le « site LGBT controversé, Yagg » (page 99). Autre reproche fait à Thierry Schaffauser, le fait d'être proche de « mouvances raciales et « antisionistes » borderlines dont il diffuse régulièrement la propagande sur les réseaux sociaux (PIR, LMSI, BDS, CRAN, etc) ». (page 102) Nous ne saurons pas pourquoi Les Mots Sont Importants (collectif luttant contre le racisme d'État, créé en 2004 dans le contexte de la lutte contre la loi d'interdiction du voile à l'école), la campagne de Boycott, Désinvestissements et Sanctions à l'égard d'Israël ou le Conseil Représentatif des Associations Noires seraient « borderlines », pas plus que nous ne saurons pourquoi nous devons considérer Yagg comme un « site LGBT controversé ». Nous sommes simplement enjoins à croire les rédacteurs de l'ouvrage, sous peine d'être bientôt nous-même « controversés » ou dénoncés comme liés à la « mouvance raciale » si nous venions à en « diffuser la propagande sur les réseaux sociaux ».

La troisième partie du livre, la plus longue, est intitulée « Se frayer un chemin dans l'ignominie » et se présente comme un résumé du

livre de Houria Bouteldja. Les « amis de Juliette et du printemps » nous présentent le but de ce « résumé » : il s'agirait de « traverser l'épaisseur étouffante de cet opusculé » pour « limiter le moment de dégoût et d'ennui passé en compagnie de ce texte » (page 137). Si les rédacteurs de *La race comme si vous y étiez!* sont suffisamment téméraires pour avoir réussi à lire l'ouvrage de Houria Bouteldja, nous sommes donc clairement invités à ne pas le lire, mais simplement à les croire. Comptant sur le fait que leurs lecteurs n'aillent pas voir par eux-même, les « amis de Juliette et du printemps » se croient donc autorisés à raconter n'importe quoi.

En plusieurs endroits du livre, les procès d'intentions sont grossiers et risibles. Dressons en une liste non-exhaustive. Houria Bouteldja, qui admire Jean Genet pour son soutien au *Blacks panthers*, aux *feddayin* Palestiniens et pour son refus d'absoudre les crimes de la France au nom de la mémoire de la résistance au nazisme, se voit suspectée de partager la fascination pour le nazisme du personnage d'un roman de Genet, livre que, pourtant, elle ne cite pas (pages 41-43). Autre exemple, quand Houria Bouteldja utilise l'expression « coûter une bagatelle » ce serait une référence à *Bagatelles pour un massacre*, pamphlet antisémite de Louis-Ferdinand Céline (page 142)... Quant au fait qu'elle a déclaré dans une conférence qu'elle était pessimiste à propos de la possibilité de trouver un éditeur près à publier ce livre ce serait... parce qu'elle aurait imaginé un complot juif. (page 45). Aussi, lorsqu'on lit sous la plume de Houria Bouteldja « *La parole des colonisés est dense. Elle est puissante. Elle ne ment pas.* », pour les « amis de Juliette et du printemps », « c'est Pétain qui se fait entendre. C'est la terre qui ne ment pas, non ? », avant d'affirmer qu'écrire qu'une parole « ne ment pas » revient à... « citer Pétain » (page 166).

À d'autres endroits, les « amis de Juliette et du printemps » entendent profiter de la méconnaissance des positions du PIR par leurs lecteurs pour créer un rejet ou de la suspicion. Ainsi, lorsque Houria Bouteldja remet le développement de l'antisémitisme européen dans le contexte de l'histoire du racisme et considère que le nazisme prolonge l'histoire coloniale et le racisme européen, elle se voit accusée de... défendre le nazisme. Nous pouvons lire dans *La race comme si vous y étiez!* que considérer Hitler comme « un bon élève du colonialisme » (le qualificatif étant choisi, rappelons le, par une militante se revendiquant de l'anticolonialisme) viserait à... en donner une image positive puisqu'« aux bons élèves, on ne peut pas faire la guerre, n'est-ce pas ? » (pages 171-172). La citation par Houria Bouteldja d'Aimé Césaire, qui dans le *Discours sur le colonialisme* affirme à propos de l'Occident et plus particulièrement de la France qu'« une civilisation qui justifie la colonisation (...) appelle son Hitler, son châtimeur » ce serait, pour les « amis de Juliette et du printemps »... « une référence pour initiés aux déclarations de Youssef al-Qaradâwî quand il affirme que le nazisme est une punition divine contre ces mécréants particuliers que sont les juifs » (page 34). Tout aussi gênant, quand Houria Bouteldja nomme la volonté nazie de « faire disparaître [une race] de la surface de la terre », les « amis de Juliette et du Printemps » affirment que la mention par la porte-parole du PIR de la volonté nazie de faire disparaître les juifs révélerait... « une espérance déçue » (pages 169-170).

À propos du féminisme, Houria Bouteldja se demande dans le chapitre *Nous, les Femmes indigènes* de son livre, « quelle est notre

mage de manœuvre entre le patriarcat “blanc” et dominant et le “nôtre”, indigène et dominé? Comment agir quand la stratégie de survie du dernier consiste à exposer ses pectoraux, à faire étalage de sa virilité?», et mentionne un « difficile compromis entre l'intégrité, la sauvegarde du groupe et la libération de l'individu » (page 83). Pour les « amis de Juliette et du Printemps », ce serait « exonérer les oppresseurs », avant d'asséner : « Houria attribue un permis de violer, de battre et de tuer » (page 55). Plus loin, il sera de nouveau mentionné dans *La race comme si vous y étiez!* une supposée « défense des violeurs » par Houria Bouteldja, dont la proposition relative à l'émergence d'un féminisme décolonial ne serait qu'un « alibi » (page 209).

Si ces procès d'intention sont décelables par tous, à d'autres endroits, les manipulations ne peuvent être remarquées que si l'on a lu les textes d'Houria Bouteldja. À la page 163, pour tenter de prouver l'antisémitisme de la porte-parole du PIR, est reproduite une citation disant à des juifs « vous nous avez colonisés », avant d'ironiser sur « Houria Bouteldja qui, comme chacun sait, est opprimée par les juifs » (page 163). En réalité, ces propos, s'ils sont présents dans le livre de Houria Bouteldja, ne sont pas d'elles, et ne s'adressent pas aux juifs français : ils sont la citation d'un Palestinien s'adressant à des Israéliens qui ont, effectivement, colonisé la Palestine... À la page 100, pour faire semblant de démontrer qu'Houria Bouteldja est homophobe, il lui est attribué la phrase selon laquelle « le choix de l'homosexualité est un luxe », phrase qui serait bien sûr homophobe si elle avait été prononcée. En réalité, ces propos, mis entre guillemets par les « amis de Juliette et du printemps » qui les attribuent à la porte-parole du PIR, sont ceux d'un journaliste de Street press, faisant semblant de résumer une intervention d'Houria Bouteldja, laquelle rappellera plusieurs fois n'avoir jamais affirmé une chose pareille. Voici ce qu'elle dit à ce propos dans son interview à Jeune Afrique : « Mes propos ont été déformés dans la presse. J'ai simplement dit que les identités LGBT sont un phénomène nouveau en Europe, au XIX^{ème} siècle ça n'existait pas. Elles sont essentiellement européennes. Il faut distinguer la pratique homosexuelle et l'identité sociale homosexuelle. Celle-ci n'est pas reconnue et nommée dans tous les pays. Dans certains pays il y a une reconnaissance sociale d'un phénomène sans que cela soit politisé, lié à des revendications ou à une demande d'identification. Et, dans d'autres pays c'est l'inverse, comme en Occident. (...) Nous disons simplement qu'à partir du moment où la question LGBT n'est pas politisée par les principaux concernés, on n'a pas à civiliser la sexualité indigène. (...) Nous disons simplement que si les femmes et les homos dans les quartiers ont un agenda, il faut le respecter. »

Les productions du PIR méritent d'être lues et débattues, et il ne s'agit pas pour nous de disqualifier par avance toute discussion des positions exprimées par une organisation ou un militant de l'antiracisme politique. Précisons d'ailleurs que, contrairement à ce que prétendent les « amis de Juliette et du Printemps », l'antiracisme est une tendance politique au sein de laquelle s'expriment des désaccords. Nous pouvons en citer quelques exemples. À propos de l'intersectionnalité, Houria Bouteldja affirme dans une conférence intitulée « Race, classe et genre : une nouvelle divinité à trois têtes », que chez « certains militants radicaux non blancs (...) la cause intersectionnaliste défendue est rarement incarnée dans un projet politique qui serait force de proposition à destination des habitants des quartiers. ». A contrario, la revue

Assiégés, qui a pour devise « Intersectionnalité et Révolution », se présente comme « un projet politique porté par des personnes issues des « anciennes » colonies européennes (...) né du ras-le-bol de devoir choisir entre les luttes contre le capitalisme, celles contre le racisme systémique et celles contre le patriarcat. ».

À propos de l'antisémitisme, dans sa présentation, le collectif Juives et Juifs Révolutionnaires affirme que « ce ne sont pas « les sionistes », quels que soient leur courant, qui créent l'antisémitisme, même s'ils rejoignent les antisémites sur l'idée de deux mondes irréductiblement séparés et incompatible. » À l'inverse, comme le Parti des Indigènes de la République, l'Union Juive Française pour la Paix considère que la politique menée par l'État d'Israël, qui dit agir au nom des juifs du monde entier, contribue au développement de l'antisémitisme.

À propos du sexisme, Houria Bouteldja affirme au chapitre Nous, les Femmes indigènes qu'une forme particulière de virilisme découle de l'oppression vécue par les hommes racisés : « En Europe, les prisons regorgent de Noirs et d'Arabes, les contrôles au faciès ne concernent pratiquement que les hommes et ils sont les principales cibles de la police. C'est à nos yeux qu'ils sont diminués. (...) Dans une société castratrice, patriarcale et raciste (ou subissant l'impérialisme), exister, c'est exister virilement. (...) Un féminisme décolonial ne peut pas ne pas prendre en compte ce « trouble dans le genre » masculin indigène car l'oppression des hommes rejaillit immédiatement sur nous. Oui, nous subissons de plein fouet l'humiliation qui leur est faite. La castration virile, conséquence du racisme, est une humiliation que les hommes nous font payer le prix fort. » (pages 94-95) En désaccord avec cette analyse, João Gabriell, cofondateur de la revue Assiégés et militant queer of color développe les raisons de son opposition dans un article intitulé « Combattre la racialisation des questions de genre et de sexualité à la racine » : « Un homme pauvre et/ou non blanc (...) a surtout du pouvoir sur les femmes qu'il fréquente dans l'intimité (épouse, conjointe, sœurs), parce qu'il n'est le patron ou le supérieur de personne, que s'il a recours à la prostitution ce sera celle de rue où bien sûr il peut exercer une violence mais bien plus stigmatisée et criminalisable, et parce qu'enfin, il n'a évidemment aucune femme qui est employée chez lui. (...) Pensez-vous que l'homme dominé exerce une violence surtout dans l'intimité et dans la rue, pour se “venger” de ses frustrations d'exploités et d'opprimés par le racisme, ou simplement parce que ce sont les seuls lieux où il peut l'exercer, contrairement à l'homme dominant qui peut la déployer dans tellement plus de contextes? »

Notre but n'est pas de prendre ici parti dans ces différents débats, mais à la fois de dénoncer la tentative de faire croire à une absence de pluralité au sein de l'antiracisme politique, et de s'opposer à la construction du PIR comme épouvantail à partir de citations malhonnêtement tronquées, détournées voire inventées. En outre, quand les « amis de Juliette et du Printemps » font semblant de se demander « quid des homosexuels, des juifs et de tous ceux dont le PIR ne veut pas? » (page 27), nous trouvons cela particulièrement ironique de la part de personnes qui désignent Eric Hazan comme un « juif de service » à la page précédente, qui accusent d'antisémitisme l'Union Juive Française pour la Paix et le collectif Juives et Juifs Révolutionnaires (pages 58-59), et définissent Thierry Schaffauser comme « l'homme du PIR » (page 99). Enfin, quand les rédacteurs de *La race comme si vous y étiez!* tentent de faire croire que les militants du PIR et plus largement les

militants décoloniaux refusent de lutter avec des blancs en écrivant « *“Blancs” ils sont, “blancs” ils resteront, quoi qu’ils aient accompli, quel que soit le courage de leurs engagements : on ne veut ni des porteurs de valises, ni des Justes.* » (page 152), nous ne pouvons nous empêcher d’interpréter cela comme une tentative d’empêcher toute forme de rapprochement entre les uns et les autres.

Pour démontrer la malhonnêteté d’une telle affirmation, nous pouvons citer l’appel présent aux deux dernières pages de *Les Blancs, les Juifs et nous* : « *Mais trêve de larmes et de regrets. Le passé n’est plus. Nous sommes la somme de nos lâchetés et de nos résistances. Nous serons ce que nous aurons mérité d’être. C’est tout. Ce qui est vrai pour nous tous, Blancs ou Noirs. C’est là que se posera la question du grand NOUS. Le Nous de notre rencontre, le Nous du dépasement de la race et de son abolition, le Nous de la nouvelle identité politique que nous devons inventer ensemble, le Nous de la majorité décoloniale. Le Nous de la diversité de nos croyances, de nos convictions et de nos identités, le Nous de leur complémentarité et de leur irréductibilité. Le Nous de cette paix que nous aurons mérité parce que payée le prix fort. Le Nous d’une politique de l’amour, qui ne sera jamais une politique du cœur. Car pour réaliser cet amour, nul besoin de s’aimer ou de s’apitoyer. Il suffira de se reconnaître et d’incarner ce moment « juste avant la haine » pour la repousser autant que faire se peut, et avec l’énergie du désespoir, conjurer le pire. Ce sera le Nous de l’amour révolutionnaire.* » (page 139-140) Cette proposition est à mille lieues du sectarisme et du « racialisme » attribués à Houria Bouteldja par les « amis de Juliette », et invalide l’affirmation selon laquelle le PIR « *ne veut ni des porteurs de valises, ni des Justes.* » (page 152). Nous considérons qu’il n’est probablement pas fortuit que cette campagne de dénigrement, et ces discours sur le supposé rejet des blancs par le PIR, soient apparus entre les deux marches de la dignité et contre les appels à une politique d’alliance en vue de l’« amour révolutionnaire ».

V – « Vive la vie » ET « unité spontanée entre tous les émeutiers » COMME SEULES PERSPECTIVES POLITIQUES.

La négation du racisme par « les amis de Juliette et du printemps » semble avoir pour fonction de rejeter l’antiracisme politique et de cracher sur ceux qui s’organisent sur ces bases, et notamment contre les violences policières. Il en est de même dans le dépliant de quatre pages, où les collectifs « Vérité et Justice », fondés par les familles suite aux meurtres de leurs proches sont qualifiés « *d’organisations fondées sur le principe directeur de la Victime innocente docile et impuissante* ». Outre l’indécence de l’attaque, l’argument est d’une absurdité sans nom. En effet, dès lors qu’on s’organise collectivement, c’est qu’on refuse un état de fait jugé inacceptable et qu’on le combat ; et on cesse dès lors d’être une victime. Au contraire, ce sont les flics qui, par les violences et le harcèlement, cherchent à condamner à l’impuissance ceux sur qui ils exercent un pouvoir. Il est en outre difficile de reprocher aux collectifs de tenter de faire reconnaître le caractère gratuit des exactions policières, tant le rapport de forces entre les victimes et les bourreaux est inégal. Il semble tout aussi absurde d’affirmer comme le font les « amis de Juliette et du printemps » que « *l’horizon indépassable de nos “indigènes”* » serait la promotion de flics noirs « *comme à Ferguson* » (pages 13-14). Non seulement

parce que des mouvements antiracistes aux États Unis partagent le mot d’ordre d’abolition de la police et sont à l’origine de réflexions et d’expériences communautaires autour d’une vie sans police ; mais aussi parce que les horizons ouverts par l’antiracisme politique ne sont pas négligeables.

À travers la politique décoloniale, c’est toute une déconstruction des rapports de pouvoir, et pas seulement raciaux, qui est ouverte. Elle est une remise en cause profonde de la hiérarchie sociale, qui ouvre des perspectives d’alliances entre tous ceux qui subissent l’ordre existant. Il est affirmé dans les quatre pages distribuées à Rennes qu’il faudrait « *faire taire les sirènes de la pacification, ces « sponsors du misérabilisme pro-immigrés », aujourd’hui associés aux entrepreneurs du différentialisme communautaire, qui, comme hier, et quelles que soient leurs gesticulations pseudo-radicales, récolteront la manne des subventions de la pacification sociale ou des postes dans les mairies de banlieues en gage de leur rôle d’accompagnement de la gestion du pouvoir.* » S’il est difficile de savoir qui est ici désigné, ces propos semblent plutôt évoquer la récupération de l’antiracisme suite aux marches de 1983 et 1984, récupération effectuée par SOS Racisme, association proche du pouvoir mitterrandien. À l’inverse, au début des années 2000, pour l’antiracisme politique constitué en réponse à l’offensive islamophobe post-11 Septembre, il s’agissait à la fois de redonner une dimension politique à un combat dépolitisé et noyé dans des « *politiques publiques contre les inégalités* », et de faire en sorte que l’antiracisme ne dépende plus de la gestion étatique. Il s’agissait d’établir une force politique autonome capable de porter ses propres dynamiques, à mille lieues de ce que portent ceux qui se sont saisis a posteriori des mobilisations de 1983 et de 1984.

L’argument de la lutte contre la pacification est le même que celui qui a été mobilisé récemment pour dire que les organisations signataires de l’appel à la marche du 19 mars appelaient au calme en 2005. Rappelons que la plupart de ces organisations n’existaient pas en 2005, et que, pour celles qui existaient à l’époque, la grande majorité étaient actives dans le mouvement pour l’amnistie des émeutiers. à propos des émeutes, Saïd Bouamama, marcheur en 1983 et 1984, Indigène de la République en 2005 et membre aujourd’hui du Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires (FUIQP) affirme par ailleurs dans une interview au site *À contresens* : « *Les révoltes du type de celles que nous connaissons depuis près de deux décennies à un rythme régulier sont à la fois l’expression d’une forme de résistance et de la non disponibilité d’autres canaux d’expression de la colère légitime. Les analyser en amont et en aval et inclure dans l’analyse le regard critique sur les limites, les dérives, les dangers est une nécessité. En revanche dans l’espace-temps de la révolte, le moment n’est plus pour nous celui de l’ergotage et de la recherche d’excuses pour justifier une non solidarité. Il était ainsi pour moi scandaleux d’arguer de telle question de forme, ou de telle limite ou de telle dérive pour ne pas appeler à une mobilisation massive pour l’amnistie. Les dominés prennent les formes de révoltes qu’ils peuvent prendre. Nous sommes en conséquence collectivement responsables de l’absence d’autres canaux d’expressions d’une révolte légitime. Une fois une révolte de cette ampleur enclenchée et quels que soient les désaccords sur tel ou tel aspect ou forme, la seule réaction féconde pour l’avenir aurait dû être : une manifestation massive allant de Paris vers la Seine-Saint-Denis pour délimiter clairement les camps.* » S’il est possible de ne pas partager l’analyse ou la proposition, nous

devons convenir que nous avons connus des appels au calme plus tranchés ...

Pour justifier leur rejet de l'antiracisme tout en affirmant prendre au sérieux la situation présente, les rédacteurs de la publication de quatre pages affirment quant à eux qu'« aujourd'hui comme en 2005 ou dans les années 80, c'est le désordre de la rue, l'émergence incontrôlable de l'émeute qui y répond assurément de la manière la plus intéressante et opérante, faisant ressurgir, en force, au cœur de ces années d'hiver, du possible à potentialité subversive. ». Nous n'en saurons pas plus. Aussi, pour justifier leur non prise en compte des différences opérées par le pouvoir entre blancs et non-blancs et leur rejet de tout antiracisme politique, ils invoquent « l'unité spontanée entre tous les émeutiers lors des affrontements de Bobigny ». Cette référence au spontanéisme pour se justifier de dénigrer tous les collectifs qui s'organisent contre le racisme ou tentent d'œuvrer aux rapprochements entre des réalités qui se rencontrent peu est assez révélatrice, et dissimule très mal une absence totale de proposition. Si une émeute n'est pas toujours prévisible et si les rencontres au cœur des luttes ne sont pas déterminées à l'avance, tenter de faire croire que la constitution d'une force politique offensive, et plus encore d'une « unité entre tous les émeutiers » serait « spontanée » relève de l'escroquerie politique et de la tentative de masquer sa propre inconséquence.

À titre d'exemple, rappelons que les conditions de l'irruption du cortège de tête à Paris lors du mouvement contre la loi travail résultent en partie des luttes menées les années précédentes. Voici ce qu'en disait récemment Valerio Starita, militant de l'Action Antifasciste Paris-Banlieue. Ces propos ont été tenus lors d'une conférence organisée par la revue *Période* intitulée *L'autonomie s'organise* : « Une séquence fondatrice, entre la fin des années 2000 et 2010 a été le conflit entre les deux tribunes de foot du Parc des princes (...), conflit qui opposait une tribune qu'on peut définir comme blanche et nationaliste, et une tribune qui se définissait elle-même comme cosmopolite et fière. La radicalisation d'une partie des jeunes qui faisaient vivre ces tribunes autour de la question du racisme et de l'extrême-droite s'est faite en parallèle d'une politique de répression mise en place par le club, qui a débouché sur la dissolution et l'exclusion de l'ensemble des groupes ultras du PSG. (...) Et c'est ce phénomène qui a largement renouvelé le mouvement antifasciste parisien, en y développant un style et des façons de prendre la rue que l'on a retrouvés dans le cortège de tête. (...) Plutôt qu'un coup de tonnerre dans un ciel sans nuage, le cortège de tête apparaît comme le fruit d'un processus plus long. Pour une partie des participants, l'école du stade, les manifs antifascistes et pro-palestiniennes, les luttes contre les chasses aux migrants, contre les violences policières ou contre les logiques d'union sacrée antiterroriste ont forgé des expériences militantes collectives qui ont permis, entre autres, de trouver les voies d'une mobilisation conflictuelle de la jeunesse à l'heure de l'état d'urgence. »

À l'inverse, comme preuve de leur suffisance, ceux qui invoquent l'« unité spontanée des émeutiers » préfèrent se contenter de conclure leur texte par « vive la vie, vive l'émeute », proposition sans doute plus sérieuse et plus précise que celles de l'antifascisme autonome, de l'antiracisme politique et des collectifs « Vérité et justice ». Pourtant, la convergence, y compris dans des zones où ont lieu des émeutes, n'est pas antinomique avec une pensée stratégique. Voici ce qu'en disait le camarade de l'Action

Antifasciste, toujours dans la même conférence : « Aujourd'hui dans le bassin parisien, la perspective de lutte et d'autodéfense à partir du territoire, comme viennent de le rappeler les mobilisations récentes pour Adama et Théo, est impensable si on fait l'impasse sur le clivage entre centre et périphérie, qui est en grande partie un clivage raciste. Si on veut considérer les pratiques conflictuelles de blocage et de cortèges autonomes comme des choses qui visent à construire une grève sociale de la métropole parisienne, si on considère qu'au delà de la résistance à la répression, le but doit être de permettre aux travailleurs en grève, aux précaires urbains, etc, de mettre en crise le fonctionnement ordinaire de la métropole capitaliste, on est obligé de réfléchir à la composition du prolétariat social qui doit se mobiliser et faire irruption lors de ces journées d'action. (...) Dans les zones urbaines, en région parisienne, on voit que la capacité politique populaire se concentre avant tout dans les quartiers périphérisés, et dans les flux qui assurent l'articulation entre le centre et la périphérie. Aujourd'hui, en région parisienne, la grève sociale doit constituer avant tout à désarticuler les rapports institués entre centre et périphérie. Au delà de l'émeute, il faut travailler sur les formes d'actions et de résistances qui déconstruisent le zonage raciste et endo-colonial de la métropole parisienne. »

Il est évident que cette analyse produite par des camarades parisiens œuvrant à construire des liens entre les quartiers de Paris et les villes de banlieue ne peut pas être transposée telle quelle à la ville de Rennes, dont la géographie et la sociologie sont nettement différentes. Nous devons donc, depuis Rennes, élaborer nos analyses et trouver nos réponses, en lien avec les collectifs qui s'organisent contre le racisme structurel et avec les camarades qui soutiennent la famille de Babacar Gueye, habitant de Maurepas tué par la police en décembre 2015.

Dans son communiqué d'après manifestation, le comité organisateur de la marche qui s'est tenue à Paris le 19 mars définit cette expérience comme un « succès qui appelle des suites » et affirme qu'« il est possible de constituer une réponse à large échelle face à la vague raciste qui déferle en France ». En conclusion, disons que si nous ne prétendons pas avoir réponse à toutes les questions relatives aux suites à donner à cette expérience et aux manières d'œuvrer à la convergence, nous savons que celle-ci ne se fera pas dans la négation de ce que vivent les uns et les autres, ni dans le mépris des formes d'organisation déjà existantes.